

COLLECTION HANDICAP VIEILLISSEMENT SOCIÉTÉ



Le travailleur handicapé aux portes de l'inclusion

Bernard Lucas

Préface de Henri-Jacques Stiker



En février 2005, la loi sur le handicap prévoit de développer une politique centrée sur la pleine participation des handicapés à la vie de la société (école, transports, médias, logement, emploi, etc.). Elle a permis de nombreuses avancées, mais des difficultés persistent, en particulier pour les travailleurs en ESAT (établissement et service d'aide au travail) souhaitant rejoindre le milieu ordinaire ; peu d'entre eux y parviennent. Les exigences du marché de l'emploi s'accroissent, et le critère d'employabilité s'impose peu à peu au détriment de celui de l'accessibilité. Si cette tendance se poursuivait, elle contribuerait à maintenir une compréhension du handicap dépassée, centrée sur les déficiences de la personne, en oubliant que l'environnement coproduit, voire accroît, la situation de handicap.

Suite à son analyse, Bernard Lucas propose le développement de structures solidaires ouvertes aux travailleurs handicapés comme une solution d'intégration professionnelle valorisante pour les travailleurs handicapés sortant d'ESAT. Cet ouvrage qui apporte des solutions intéressera les professionnels et futurs professionnels du champ du travail social et de la politique du handicap.

Bernard Lucas a été professeur à l'EHESP (École des hautes études de santé publique) de Rennes. Il a également été membre de l'Observatoire national pour la formation, la recherche et l'innovation du handicap.



9 782706 1122705

ISBN 978-2-7061-2270-5 (e-book PDF)

PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE

BP 1549 – 38025 GRENOBLE CEDEX 1

www.pug.fr

LE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ
AUX PORTES DE L'INCLUSION



Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

© Presses universitaires de Grenoble, avril 2015

5, place Robert-Schuman

BP 1549 – 38025 Grenoble cedex 1

Tél. 04 76 29 43 09 – Fax 04 76 44 64 31

pug@pug.fr / www.pug.fr

ISBN 978-2-7061-2270-5 (e-book PDF)

L'ouvrage papier est paru sous la référence 978-2-7061-2269-9

Bernard Lucas

LE TRAVAILLEUR HANDICAPÉ
AUX PORTES DE L'INCLUSION

Presses universitaires de Grenoble

« Handicap, Vieillesse, Société »

Collection dirigée par Alain Blanc

DANS LA MÊME COLLECTION

Patrick Legros (dir.), *Les processus discriminatoires des politiques du handicap*, 2014

Philippe Sanchez, *Justice pour les personnes handicapées*, 2014

Pierre Dufour, *L'expérience handicapée : Handicap et virilité*, 2013

Marlène Jouan (dir.), *Voies et voix du handicap*, 2013

Marion Blatgé, *Apprendre la déficience visuelle. Une socialisation*, 2012

Catherine Blatier, Martine Paulicand, Liliane Perrin-Bensahel (dir.), *Vous avez dit non-discrimination ?*, 2012

Christophe Dargère, *Enfermement et discrimination. De la structure médico-sociale à l'institution stigmatisée*, 2012

Emmanuel Weislo, *Le handicap a sa place. De l'autorisation d'absence aux bancs de l'école*, 2012

Muriel Larrouy, *L'invention de l'accessibilité. Des politiques de transports des personnes handicapées aux politiques d'accessibilité aux transports urbains de voyageurs de 1975 à 2005*, 2011

Jean-Yves Richier, *Croire à la normalité*, 2011

Alain Blanc (dir.), *Les Aidants familiaux*, 2010

Marie Francoeur, *Fin de vie en établissement gériatrique*, 2010

Danielle Moyse, *Handicap : pour une révolution du regard*, 2010

Alain Blanc (dir.), *L'Insertion professionnelle des travailleurs handicapés*, 2009

Henri-Jacques Stiker, *Les Métamorphoses du handicap de 1970 à nos jours*, 2009

Alain Blanc (dir.), *Les Travailleurs handicapés vieillissants*, 2008

Ève Gardien, *L'Apprentissage du corps après l'accident. Sociologie de la production du corps*, 2008

Olivier R. Grim, *Mythes, monstres et cinéma. Aux confins de l'humanité*, 2008

Table des sigles / abréviations

AAH : Allocation adultes handicapés

AFPA : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes

AGEFIPH : Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées

ALD : Affection de longue durée

AMP : Aide médico-psychologique

ANCREAI : Association nationale des centres régionaux de l'enfance et de l'adolescence inadaptée

ANESM : Agence nationale d'évaluation sociale et médico-sociale

ANPE : Agence nationale pour l'emploi

APAJH : Association pour adulte et jeune handicapé

APF : Association des paralysés de France

ARESAT : Association régionale des ESAT

ARS : Agence régionale de santé

ASP : Agence de service et de paiement

AUP : Agence unique de paiement

AVS : Auxiliaire de vie sociale

BIT-OIT : Bureau international du travail

CASF : Code de l'action sociale et des familles

CAT : Centre d'aide par le travail (obsolète, devenu ESAT)

CAVA : Centre d'adaptation à la vie active

CDAPH : Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

CDCPH : Conseil départemental consultatif des personnes handicapées

CDTD : Centre de distribution de travail à domicile

CFAS : Centre de formation et d'apprentis spécialisé

CFPA : Centre de formation professionnelle des adultes

CHRS : Centre d'hébergement et de réadaptation sociale

CIF : Classification internationale du fonctionnement de la santé et du handicap

CIDIH : Classification internationale des déficiences, incapacités, handicaps

CIH : Classification internationale des handicaps

CITS : Commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale

CNAF : Caisse nationale d'allocation familiale

CNASEA : Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles

CNSA : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

COG : Convention d'objectif et de gestion

CPRÉO : Centre de pré-orientation

CREAI : Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées

CROSMS : Comité régional d'organisation sociale et médico-sociale

CTDT : Centre de distribution de travail à domicile

CTNERHI : Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations

DARES : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

DGAS : Direction générale de l'action sociale

DGCS : Direction générale de la cohésion sociale

DGEFP : Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

DOETH : Déclaration annuelle obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés

DIRECCTE : Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de l'emploi et de la solidarité.

DRTEFP : Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

EA : Entreprise adaptée (ex-Atelier protégé)

ESSMS : Établissement et service social ou médico-social

ESAT : Établissement et service d'aide par le travail

FDT : Foyer à double tarification

FEGAPEI : Fédération nationale des associations de parents et amis employeurs et gestionnaires d'établissements et services pour personnes handicapées mentales

FIPHFP : Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

FNATH : Fédération nationale des accidentés de la vie (et du travail)

HID : (enquête HID) Handicap, incapacité, dépendance

GEM : Groupe d'entraide mutuelle

GEVA : Guide d'évaluation des besoins des personnes handicapées

IGAS : Inspection générale de l'action sociale

IGF : Inspection générale des finances

IME : Institut médico éducatif

IMP : Institut médico-pédagogique

IMPRO : Institut médico professionnel

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

IPP : Incapacité permanente partielle

ITT : Incapacité temporaire de travail

LADAPT : Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail

MAS : Maison d'accueil spécialisée

MDPH : Maison départementale des personnes handicapées

MVA : Majoration pour la vie autonome

OETH : Obligation d'emploi des travailleurs handicapés

OMS : Organisation mondiale de la santé

ONAC : Office national des anciens combattants

ONDAM : Objectif national des dépenses d'assurance maladie

PCH : Prestation de compensation du handicap

PDITH : Programme départemental d'insertion des travailleurs handicapés

PRITH : Programme régional d'insertion des travailleurs handicapés

PPC : Plan personnalisé de compensation

PPH : Processus de production du handicap

PRIAC : Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie

RGPP : Révision générale des politiques publiques

RMI : Revenu minimum d'insertion

RQTH : Reconnaissance de la qualité travailleur handicapé.

SAP : Service d'aide à la personne

SAVS : Service d'accompagnement à la vie sociale

SEGPA : Section d'enseignement général et professionnel adapté

SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance

STATISS : Statistiques et indicateurs de la santé et du social

UEROS : Unité d'évaluation, de réentrainement et d'orientation sociale et professionnelle

UNAPEI : Union nationale des associations des parents d'enfants inadaptés

UNAFTC : Union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens et de cérébro-lésés

UPI : Unité pédagogique d'intégration

ULIS : Unités localisées pour l'inclusion scolaire

VAE : Validation des acquis de l'expérience

Remerciements

Cet ouvrage est le fruit d'un parcours. Il doit beaucoup à ceux, nombreux, qui l'ont enrichi.

Je remercie en premier lieu les travailleurs handicapés qui, par leurs réflexions, ont su remettre en cause certaines de mes certitudes au cours des multiples moments où je les ai rencontrés tout au long de nombreuses années. Je remercie en particulier ceux qui se sont exprimés ici. Merci également aux directeurs des Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) qui l'ont accepté ainsi qu'à leurs collègues et membres d'équipes : moniteurs d'ateliers, éducateurs techniques spécialisés, ergothérapeutes qui ont enrichi ma réflexion.

Mes remerciements vont aussi, naturellement, à Alain Jourdain, professeur honoraire à l'École des hautes études de santé publique (EHESP) de Rennes, directeur de ma thèse, qui a su orienter mes recherches en élargissant mon cercle de références. Il m'a conduit à préciser ma pensée et à dépasser le cadre de mon projet initial.

Je suis très reconnaissant à Henri-Jacques Stiker, personnalité éminente de la recherche en France dans les domaines de la philosophie, de l'histoire et de l'anthropologie de l'infirmité, directeur de recherches au Laboratoire histoire et civilisations des sociétés occidentales à l'université Denis-Diderot-Paris 7, d'avoir accepté de préfacer mon livre malgré un emploi du temps chargé. J'en suis très honoré. Son approche humaniste continue à interroger les politiques du handicap. Membre de mon jury de thèse, ses remarques m'avaient incité à développer certaines idées reprises ici.

Enfin, cet ouvrage n'aurait pu être réalisé sans les conseils, remarques avisées et encouragements dans les moments difficiles, d'Alain Blanc, sociologue, professeur à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble et chercheur au LASCO (Laboratoire sens et compréhension du monde contemporain, Paris V – Institut Mines Télécom). Spécialiste reconnu, entre autres, de l'activité professionnelle des travailleurs handicapés, il avait accepté d'être membre de mon jury de thèse.

Je dois également beaucoup à William Sherlaw, professeur à l'EHESP, dont l'approche transculturelle du handicap m'a amené à clarifier mes réflexions et positions.

Merci à mon épouse Renée qui a consacré du temps pour relire et corriger patiemment l'ouvrage.

Préface

Henri-Jacques Stiker

Le propos de Bernard Lucas n'est qu'apparemment modeste. Comme chaque fois que l'on cherche à comprendre un aspect particulier de la réalité sociale, avec rigueur et obstination, on aboutit à une intelligibilité globale.

Étudier les ESAT, ou plus exactement se soucier d'écouter les travailleurs handicapés qui s'y trouvent, pourrait relever d'une monographie venant s'ajouter à d'autres descriptions de ces structures, déjà nombreuses. Certes, nous retrouvons les caractéristiques bien connues de ces établissements, intermédiaires entre l'entreprise courante et le simple hébergement ainsi que celles des personnes qui y sont orientées, travailleurs de seconde zone, puisque producteurs, rémunérés très faiblement, mais sans le statut des salariés ordinaires. Les ESAT et leurs usagers sont dans la position liminale, si bien décrite par Robert Murphy. Position entre inclusion et exclusion, entre reconnaissance et méconnaissance, entre obligation de produire bien et vite et de prendre soin de la fragilité des individus, et, du côté de ceux-ci, entre désir d'être parmi les autres citoyens et désir de protection. La position de seuil peut se décliner à de multiples plans, tant en considérant l'institution que les sujets.

C'est ici que commence l'originalité propre de Bernard Lucas. Il montre que la liminalité est de plus en plus inscrite dans l'évolution de ces structures, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Bernard Lucas analyse la distance entre les objectifs des ESAT et les intéressés eux-mêmes. À travers des entretiens, limités en nombre, mais très soignés, l'auteur détecte l'éloignement des perspectives. Les personnes

handicapées n'expriment pas de contestation envers leurs lieux de travail, mais d'une part elles établissent une coupure entre ce qu'elles y vivent, les relations qu'elles y établissent, et la vie en dehors et d'autre part elles manifestent une sorte d'indifférence envers leur rattachement, quand bien même elles sentent qu'elles ne pourraient guère être ailleurs. L'auteur résume ces paradoxes quand il écrit : « Les témoignages de ces travailleurs handicapés soulignent que la construction de leurs projets d'intégration professionnelle ne se réalise pas dans une progression linéaire, mais résulte plutôt de la succession de vécus différents favorisant une certaine maturation. Ces étapes se traduisent par des périodes de ruptures relationnelles avec leurs collègues ou par un regard critique sur leur travail en ESAT ainsi que par un investissement important dans une identification à un modèle de travailleur en milieu ordinaire. Des déceptions, des moments de découragement leur succèdent et l'ESAT devient un refuge, un lieu de réassurance, et, pour certains, de renforcement de leur projet avant un nouvel essai » (p. 63). Toutes les nuances sont ainsi mises, mais elles révèlent la dérive des travailleurs par rapport à l'institution qui n'est, à bien les écouter et les entendre, qu'un pis-aller. Quelques pages plus loin la conclusion du chapitre 2 sur les trajectoires des personnes est claire : les choix des intéressés sont contraints, les personnes désirent sortir de ce cadre, notamment en demandant des stages à l'extérieur mais dans cet extérieur ils sont mal reconnus, renvoyés à leurs déficiences et rabattus sur l'institution à laquelle ils n'adhèrent guère !

Cette coupure entre les intéressés et la structure se double d'autres clivages. L'approche du handicap, aujourd'hui, à la suite des évolutions conceptuelles, elles-mêmes enracinées dans les mouvements des personnes handicapées, notamment celui de *l'Independent Living* parti de Berkeley dès les années 1960 et 1970, met l'accent sur les obstacles sociaux de toute sorte et induit un modèle interactionniste du handicap. Se rejoignent, au-delà de différences profondes, aussi bien la *Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé*, assumée par l'Organisation mondiale de la santé que le *Processus de production du handicap*, issu des travaux québécois, avec sa tête pensante qu'est Patrick Fougeyrollas.

Mais que fait-on quand on s'éloigne des représentations anciennes centrées sur les déficiences ? Je rends hommage à Bernard Lucas de

poser cette question. Nous sommes trop souvent aujourd'hui dans le politiquement correct par rapport à ce que l'on nomme le modèle social ou même le PPH ou la CIF. Comment Bernard Lucas prend-il une distance critique ? Par le biais de la question entre individualisme et implication collective. Il serait paradoxal d'analyser le modèle social comme un modèle faisant appel à l'individu puisqu'il a mis tout le poids sur la limitation d'activité et de participation sociale due aux facteurs environnementaux. Mais « le passage de cette intention aux solutions envisagées laisse place à des choix devant répondre en particulier à cette question : le soutien attendu sera-t-il collectif ou individuel ? » (p. 95). L'exemple de l'emploi est significatif : en portant tout l'intérêt sur les compétences de l'individu, sur ce que l'on nomme son employabilité, on se centre à nouveau sur les capacités et incapacités de l'individu et on abandonne le modèle interactionniste, c'est-à-dire le rapport indissociable entre l'individu et le milieu où il évolue. J'irais, personnellement, jusqu'à une critique assez radicale de la CIF : que fait-elle de très différent du modèle si critiqué de Wood, en montrant les limitations de l'individu, sans proposer de bouleversement social ? Certes ces limitations prennent leur origine tout autant dans des facteurs contextuels que dans des facteurs personnels. Certes ces limitations portent autant sur la participation que sur l'activité. Mais pour surmonter ces limitations à quoi fait-on appel sinon d'abord aux ressources de l'individu, à son autonomie, aux procès qu'il peut intenter contre la discrimination, aux droits de l'homme et du citoyen ? Loin de moi, comme de Bernard Lucas, de sous-estimer l'importance de ces voies et moyens, mais méfions-nous des conséquences induites par une interprétation restrictive qui donnerait la place principale aux compensations, tentation française, ou aux procédures, tentation nord-américaine. Les droits de l'individu doivent aussi se traduire par des actions collectives. C'est pourquoi, quand l'auteur en arrive à des propositions il énonce trois axes nécessaires au développement : la possibilité de choix, on pourrait rappeler ici l'apport de Amartya Sen qui est largement cité dans le livre ; une réelle participation, ce que confortent les diverses classifications analysées et le mouvement des personnes handicapées ; la réciprocité des relations, en s'appuyant sur l'*Enclave* de la typologie de Mary Douglas par exemple, c'est-à-dire une société où agissent des collectifs égalitaires et contestataires. La richesse des modèles et des distinctions que Bernard Lucas passe

en revue ne saurait être résumée ici. Il construit, par exemple, trois modèles de politique sociale du handicap : un modèle de protection qui correspond à la période que j'ai appelée de la réadaptation ; un modèle égalitaire plus récent et européen et un modèle libéral-individualiste qui tente de prendre le pas sur les autres aujourd'hui. Comme toujours, une préface n'a de sens que si elle invite à lire l'ouvrage. Je ne voudrais pas gâcher l'intérêt de la découverte du texte, limpide et incitatif, de Bernard Lucas.

« Une société de travailleurs et de marchands n'est pas, en tant que telle, une société inhumaine, mais elle ne trouve son humanité que si elle est traversée et sous-tendue par un vivre ensemble qui relève de la parole et de l'action plurielles. »

Françoise Collin¹

1 Collin, 1999, p. 111.

